

REVIEW–DISCUSSION

*RECHTSSYSTEMATIKER VERSUS
GESELLSCHAFTSHISTORIKER?*

REPENSER L'OPPOSITION MOMMSEN/GELZER

Simon Strauß, *Von Mommsen zu Gelzer? Die Konzeption römisch-republikanischer Gesellschaft in 'Staatsrecht' und 'Nobilität'*. *Historia*, Einzelschriften 248. Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 2017. Pp. 264. Hardback, €57.00. ISBN 978-3-515-11851-4.

Les noms de T. Mommsen et de M. Gelzer évoquent deux monuments de l'historiographie de la Rome antique. En dépit de leur taille très différente, le *Staatsrecht* et *Die Nobilität* ont marqué de leur empreinte la recherche sur la Rome républicaine et, dès mes premières années de master, à la Sorbonne, ces deux livres nous avaient été présentés comme des lectures essentielles et comme des pierres de touche de la recherche en histoire romaine. Deux exemples éloquents de ce que peut produire l'*Alttertumswissenschaft*: d'un côté la somme mettant en lumière la constitution non-écrite des Romains et, de l'autre, l'analyse novatrice de la *nobilitas* qui en modifia durablement notre perception (avec les ajouts ultérieurs d'A. Afzelius). C'est à ces livres qu'est consacré le travail de Simon Strauß (S.), issu de sa thèse de doctorat, soutenue en février 2017 à Berlin (sous la direction d'A. Winterling). Son titre—*Von Mommsen zu Gelzer*—s'inspire d'une formule fréquemment employée pour schématiser une évolution fondamentale de la recherche en histoire ancienne. D'une histoire focalisée sur l'État, incarnée par le paradigme mommsénien, on serait passé à une histoire tournée vers la société, dont le livre de Gelzer sur la *nobilitas* serait le pionnier: du *Staat* à la *Gesellschaft* donc, de la *Verfassungsgeschichte* à la *Sozialgeschichte*, de la Prusse à l'école de Bielefeld. L'ouvrage souhaite montrer le caractère réducteur de cette trajectoire, en interrogeant la façon dont la société romaine républicaine devint un thème majeur de recherche. Ce faisant, S. entend prouver l'existence d'importants points de convergence entre Mommsen et Gelzer. L'ouvrage se divise en sept sections dont la première constitue une brève introduction, et la dernière la conclusion. S'y ajoutent la transcription de passages des *Memorabilia* de Gelzer, une bibliographie et les index.

1. Considérations méthodologiques et théoriques

Si l'introduction et les chapitres deux et trois sont séparés en trois sections, ils doivent être lus ensemble et correspondent à une seule et même entrée en matière. L'introduction, assez courte (11–16), se contente en effet d'exposer le sujet du livre tandis que les deux sections suivantes en approfondissent les attendus et les enjeux. Elles constituent un prolongement à l'introduction et reviennent sur le positionnement méthodologique de l'ouvrage. Le chapitre deux en particulier ('Methodologische Vorbemerkung') est caractéristique des thèses allemandes en ce qu'il cherche à situer théoriquement le livre et son auteur. Le troisième chapitre ('Zur Problemgeschichte von "Gesellschaft"') revient, lui, sur le concept de société (*Gesellschaft*). L'ouvrage est ainsi décrit comme au croisement de l'historiographie traditionnelle, de l'histoire des sciences et de la 'théorie de la transformation'. Qu'entendre par là? D'abord et avant tout que S. entend se situer dans le prolongement d'un regard critique sur l'histoire de la discipline historique tout en se différenciant de certains de ses devanciers.¹ S. résume son ambition par ces phrases pas toujours limpides: 'Die vorliegende Untersuchung möchte einen anderen Weg einschlagen. Sie will Wissenschaftsgeschichte in der Weise betreiben, dass auch der Gegenstand selbst—die realgeschichtliche Struktur—Berücksichtigung findet. Gerade durch das genaue Nachzeichnen verschiedener Konzeptionen wird der konzipierte Gegenstand am Ende auch ein plastischer Gegenstand der eigenen Erkenntnis' (18). Se plaçant dans la lignée d'A. Momigliano, l'objectif est de produire une histoire contextualisée de l'histoire de l'Antiquité, resituant les travaux de Mommsen et de Gelzer dans leur environnement, dans leurs interrelations et dans une relation critique avec les résultats de la recherche moderne.

Cela suppose d'abord de revenir sur le contexte des années 1890, marquées par les querelles autour de K. Lamprecht et de la naissance d'une histoire sociale considérée alors comme un considérable progrès historiographique. Le rapport Mommsen/Gelzer est en effet indissociable des débats plus généraux affectant la science historique allemande dans ces années déterminantes pour la naissance de la sociologie historique. Une histoire qui s'autoproclamait 'progressiste' critiqua alors les vieilles méthodes dont Mommsen serait la personnification quand Gelzer, au contraire, incarnerait le renouveau historiographique 'weil er erstmals die sozialen, im Sinne von schichtungs- und interaktionstheoretischen Voraussetzungen der römischen Politik herausgearbeitet habe' (14). Les réflexions du chapitre trois sur la notion de *Gesellschaft*

¹ Par exemple les travaux de K. Christ, mais S. montre aussi comment il se sépare d'entreprises comme celles de H. Grziwotz et M. Dissen qui reproduisent, selon lui, le topos 'von Mommsen zu Gelzer'. L'ouvrage entend le démonter et adopter une généalogie moins déterministe de l'histoire des sciences de l'Antiquité.

prennent ici tout leur sens. Se plaçant sous le patronage de R. Koselleck et de la *Begriffsgeschichte*, S. rappelle que le mot *Gesellschaft* n'a pas de lien étymologique avec les notions antiques. Il se réfère initialement en allemand à la coexistence spatiale, à un lien situationnel-local auquel le Moyen Âge tardif ajouta une dimension juridique. Dès lors, si ce mot peut présenter des points communs avec la *κοινωνία* grecque ou le latin *societas*, il en demeure très différent. S'appuyant sur une abondante bibliographie, S. souligne que le terme ne fut véritablement employé dans le monde germanophone qu'à partir du XIX^e siècle et qu'il s'agit donc d'une catégorie descriptive moderne.² C'est avec la révolution industrielle, et avec l'œuvre de Hegel, que la notion de *Gesellschaft* fut instituée, Hegel la mettant dans une situation de juxtaposition antagoniste de celle d'État. Cette évolution ne se fit cependant pas sans heurt et on pensera ici aux exemples de C. L. von Haller ou de H. von Treitschke. Le cas de H. von Treitschke en particulier (discuté pp. 30–2) montre que ce nouveau concept était initialement loin d'être accepté par tous comme catégorie scientifique opérationnelle. Ce n'est qu'au tournant des XIX^e et XX^e siècles, avec son appropriation définitive par une nouvelle discipline, la sociologie, que la notion de *Gesellschaft* est devenue scientifiquement reconnue. Des penseurs comme G. Simmel ou M. Weber en redéfinirent la structure spécifique pour la comprendre comme un système de différenciation sociale, comme un réseau de différents domaines (cf. G. Simmel avec l'idée de société comme somme des interactions de ses participants, 33). Elle pouvait dès lors devenir attrayante pour la recherche historique. Dans ces pages, S. s'appuie sur une bibliographie bien maîtrisée pour retracer à grands traits ce tableau et pour souligner de la sorte le point essentiel: à l'époque où Mommsen écrivit le *Staatsrecht*, le concept de *Gesellschaft* faisait encore l'objet d'âpres discussions alors qu'il avait acquis sa pleine autonomie et sa reconnaissance comme concept scientifiquement pertinent lorsque Gelzer écrivit la *Nobilität*.

C'est sur cette base qu'il convient ensuite de se demander si la relation entre Mommsen et Gelzer peut être adéquatement décrite comme un *Umbildungsprozess* antagonique ou bien si leurs œuvres ne se trouvent pas dans un rapport socio-historique finalement assez comparable (19–20). Pour cela, S. entend faire usage d'un outillage théorique adapté. L'ouvrage explicite ainsi son positionnement dans le centre berlinois de théorie de la transformation, suivant ce qu'il appelle un constructivisme réfléchi.³ S'ensuivent quelques

² Auparavant, seule peut-être la notion de *bürgerliche Gesellschaft* pourrait s'approcher des définitions antiques.

³ Sonderforschungsbereich 644, 'Transformationen der Antike', cf. la présentation du projet sur le site de la DFG (<https://gepris.dfg.de/gepris/projekt/5486176>) avec le passage suivant: 'Der Sonderforschungsbereich zielt auf eine Überwindung der bisher weitgehend sektoralisierten Erforschung der Antike und ihrer Rezeption. Seine programmatische Absicht ist die interdisziplinäre Kontextualisierung der produktiven Aneignungen und

pages qui font usage d'à peu près tout ce que la théorie historico-sociologique allemande a produit de meilleur (on y trouve sans surprise, *inter alia*, les noms d'A. Winterling, N. Luhmann ou R. Koselleck). Avoir ainsi coupé ces pages du reste de l'introduction leur donne toutefois un côté légèrement artificiel ou, pour dire mieux, correspondant trop à une étape attendue d'une *Dissertation* allemande. Elles sont à la fois très denses et peut-être trop courtes et n'aident pas forcément le lecteur même si on y trouve d'intéressantes réflexions sur la notion de réception de l'Antiquité que cette théorie de la transformation entend dépasser (20–1 en particulier). Trois points sont mis en avant pour expliquer cette théorie (21): 'Transformationstheorie geht über die reine Rezeptionstheorie hinaus, indem sie den Vorgang der Aneignung nicht als bloße Auf- und Übernahme versteht, sondern als ein konstruktives Handeln, das nicht nur das Objekt selbst erzeugt, sondern bei der Herstellung der Referenz auch das kulturelle Identitätsprofil des Beobachters neu formiert'; 'Wenigstens im Ansatz interessiert sich die Transformationstheorie auch für die Rolle des Beobachters dritter Ordnung, also des wissenschaftlichen Interpreten der Transformation'; et 'Die Transformationstheorie plädiert (wie schon angedeutet) für einen "reflektierten Konstruktivismus"', en mettant l'accent sur la spécificité des transformations scientifiques de l'Antiquité par rapport aux transformations artistiques. S. défend l'idée que les différentes conceptions de la société républicaine romaine ne sont pas des schémas explicatifs hermétiquement clos, mais des ensembles de descriptions scientifiques qui se chevauchent et s'entrecroisent (23). Ces pages offrent une intéressante récapitulation d'un essai de dépassement du concept de réception de l'Antiquité par cette théorie de la transformation, formulée dans le cadre du *Sonderforschungsbereich* 644. En réalité, cette perspective s'inspire malgré tout fortement, d'une part, des études de réception de l'Antiquité et, d'autre part, de développements récents de l'histoire des sciences. C'est très net lorsque S. écrit (213–14) que dire adieu au topos 'von Mommsen zu Gelzer' ne revient pas à repousser Gelzer dans l'ombre de Mommsen, mais à contredire l'interprétation du progrès scientifique proposée par T. Kuhn à l'aide d'une étude de cas tirée de l'histoire ancienne: ici aussi le progrès scientifique dépendrait moins d'une accumulation révolutionnaire de paradigmes nouveaux, que d'un processus complexe d'écriture, réécriture et chevauchement, souvent caractérisé par sa propre dynamique dialectique. C'est tout à fait exact. Toutefois, l'histoire des sciences n'en est pas restée à T. Kuhn et a adopté depuis un certain temps déjà une approche qui ressemble en fait à celle

Transformationen antiker Wissenschaften und Künste. Untersucht wird die langsame, vom Mittelalter bis zur Moderne reichende Herausbildung des Wissenschaftssystems und der kulturellen Selbstkonstruktion der europäischen Gesellschaften. Dabei werden die Grundlagen dieser interdisziplinären Kontextualisierung in der Theorie gelegt und an Beispielen vorgeführt.'

que veut mettre en place S. et dont il aurait pu s'inspirer.⁴ Par ailleurs, l'ambition de dépassement de la notion de réception repose sur une vision me semble-t-il un peu réductrice de cette dernière. Cette notion, telle qu'utilisée au moins en France par les chercheurs de l'équipe ERASME (mais aussi ailleurs, en Angleterre par exemple) ne se veut pas un simple décalque de l'esthétique jaussienne de la réception. Il s'agit bien, au contraire, de recontextualiser les réinterprétations de l'Antiquité, les insérer dans des processus de tensions comparatistes pour mieux les étudier. S. est sans doute ici un peu injuste avec les études réceptionnistes en leur ensemble, mais son propos n'en demeure pas moins intéressant et témoigne de la fécondité de ce champ d'étude, y compris du point de vue théorique et conceptuel. Une reformulation théorique générale des outils d'étude de la réception de l'Antiquité serait particulièrement utile et le travail du *Sonderforschungsbereich* 644 a ouvert d'intéressantes pistes.

Au final, ces premiers chapitres auraient sans doute gagné à être fondus en une seule introduction plutôt que scindés de la sorte. Ils n'en demeurent pas moins intéressants quoique d'une lecture pas toujours aisée en raison d'une langue parfois abstruse. Si l'auteur de cette recension a apprécié cette forte dimension théorique, elle pourrait rebuter d'autres lecteurs ou sembler un peu gratuite parce qu'elle n'est pas toujours bien rattachée à son utilisation dans la suite de l'ouvrage. En outre, même si le thème du chapitre sur la notion de *Gesellschaft* a, il est vrai, déjà fait l'objet d'une abondante bibliographie, et même si S. précise bien qu'il n'entend pas livrer un résumé détaillé du problème,⁵ on regrettera un traitement un peu cursif qui ne mentionne pas du tout F. Tönnies, par exemple (pourtant cité dans la bibliographie mais nulle part en note, et paru certes trop tard pour Mommsen mais pas pour Gelzer), ou qui est parfois un peu allusif sur des questions complexes dont le lecteur n'est pas forcément spécialiste. Une réécriture de ces trois chapitres après la thèse leur aurait sans doute permis de gagner en efficacité.

Sans se rattacher véritablement à cet ensemble de considérations méthodologiques et théoriques, le chapitre 4 est également un chapitre préalable au sujet puisqu'il vise à dresser un bref tableau de la société romaine républicaine. Ici S. se livre en fait à une synthèse des grandes caractéristiques de la société romaine (principalement celle de la République classique et tardive) pour montrer la difficulté d'applicabilité du concept de *Gesellschaft* à un monde si hiérarchisé et ordonné sur des bases si différentes. Il insiste également beaucoup sur les mises en scène symboliques afin de montrer l'importance de

⁴ Pour ne citer que quelques noms, on pensera bien sûr aux travaux de B. Latour, mais aussi à ceux de S. Shapin ou S. Schaffer.

⁵ Cf. 25 n. 1: 'Der folgende Abriss ist als eine "idealtypische" Darstellung im Sinne von Max Weber zu verstehen, die "lediglich als begriffliches Mittel zur Vergleichung und Messung der Wirklichkeit" (Weber 1904, 72) dienen kann'.

la communication publique et politique à Rome (43). La présentation s'appuie essentiellement sur l'historiographie politique allemande (R. Rilinger, E. Flaig, C. Meier, K.-J. Hölkeskamp, A. Winterling) et aurait pu faire appel à d'autres traditions (en particulier britannique, avec F. Millar) pour nuancer ce tableau, même si l'historiographie mobilisée est bien maîtrisée. Cette description laissera cependant sans doute le lecteur spécialiste d'histoire antique sur sa faim car elle est à la fois trop détaillée et trop courte. Trop précise car elle s'appuie sur des éléments factuels concrets, mais trop courte car il y a de surprenantes absences. On s'étonnera ainsi de ne pas y trouver la notion d'*ordo*, si particulière à Rome et qui pose bien du souci à qui voudrait la faire rentrer dans un concept comme celui de *Gesellschaft*. Cette présentation aurait également pu être plus précise et mieux située chronologiquement: on sait ainsi que l'ordre équestre évolue fortement sous la République. De même, lorsqu'il est fait référence ici à une structure stable de la citoyenneté romaine (cf. 42), c'est oublier les mutations très fortes de cette citoyenneté à partir du I^{er} siècle avant J.-C. Ici, le désir de dresser un tableau général théorique conduit parfois l'auteur à quelques simplifications excessives (dont il est conscient puisqu'il parle de 'Für eine grobe Charakterisierung'), même s'il a sur le fond raison de marteler que le dualisme moderne de la société contre l'État, appliqué à la Rome républicaine, est anachronique. Ces idées sont désormais bien ancrées dans la recherche contemporaine et ce chapitre n'est pas le plus original. Peut-être ces considérations auraient-elles gagné, là encore, à être directement mêlées au fil des analyses suivantes.

2. Histoire et réception de deux œuvres majeures

L'ouvrage ne débute véritablement qu'après ces préalables, à la page 45. Les chapitres cinq et six en forment le cœur et sont respectivement consacrés à Mommsen et à Gelzer. Pour conduire son analyse, S. se focalise essentiellement sur le *Staatsrecht* (plus l'*Abriss*) et sur la *Nobilität*, sans s'interdire le recours à d'autres textes. Ce choix se comprend bien mais on regrettera qu'il soit insuffisamment justifié et que l'auteur n'ait pas embrassé plus large dès le départ car l'œuvre de ces deux historiens ne se limite pas à ces textes, aussi essentiels soient-ils. C'est d'autant plus problématique, dans le cas de l'*Abriss*, que ce résumé du *Staatsrecht* modifie la structure initiale du livre en plaçant la section 'Bürgerschaft' et non plus 'Magistratur' en tête. S. signale ce changement significatif mais ne s'y attarde pas véritablement. Il utilise toutefois ponctuellement d'autres œuvres, ce qui est heureux, même si une comparaison plus systématique aurait sans doute été révélatrice. Ainsi, lorsqu'il souligne la prudence de Mommsen dans son usage des concepts, il croise des passages du *Staatsrecht* et du *Strafrecht* (135). On aurait aimé davantage d'analyses de ce type car, par exemple, sur l'histoire et le développement du

Sénat, la *Römische Geschichte* fournit bien des éléments pertinents que le *Staatsrecht* ne développe pas. Ces deux chapitres présentent une structure parallèle qui débute par l'histoire de ces livres, leur réception, avant d'entrer dans l'analyse de leur contenu. Là aussi une construction plus audacieuse du plan aurait limité l'effet de juxtaposition et aurait rendu plus tranchantes les très fines observations de l'auteur.

Les deux livres ont d'abord une origine différente. Le *Staatsrecht* est une œuvre de commande puisqu'il s'agissait initialement de réviser la section sur la constitution de l'État romain dans le *Handbuch der römischen Alterthümer* de W. A. Becker (repris, après sa mort en 1846, par J. Marquardt). Loin d'une simple révision, Mommsen livra un texte neuf qu'il pensait comme une antithèse aux *Römische Alterthümer* de L. Lange, i.e., comme un processus radicalement différent d'une simple compilation positiviste des faits, pour offrir à la place une science systématique et évaluative. C'est un texte écrit par un historien déjà avancé dans la carrière et avec une impressionnante production scientifique à son actif. À l'inverse *Die Nobilität* est la thèse d'habilitation de Gelzer, présentée en 1912 et parue la même année. Gelzer avait débuté sa formation en travaillant sur l'Antiquité tardive. En 1907, son doctorat portait sur la structure administrative byzantine de l'Égypte (sous la direction d'U. Wilcken, un élève de Mommsen). Gelzer écrivit plus tard dans ses *Memorabilia*: 'Mit meiner Dissertation hing das Thema insofern zusammen, als ich mich auch dort namentlich für die Gesellschaftsgeschichte interessiert hatte' (cité 154). De fait, sa thèse le conduisit à traiter de thèmes comme la noblesse, le patronage et la clientèle (cf. 154–6), thèmes que l'on retrouve dans sa production ultérieure. Ce travail fut bien reçu mais U. Wilcken lui-même conseilla à Gelzer de se tourner vers d'autres périodes pour son habilitation car l'Antiquité tardive aurait été mal reconnue par la corporation. Gelzer opta alors pour la *nobilitas* à la fin de la République, et prépara son habilitation avec E. Fabricius à Fribourg à partir de l'été 1910. L'écriture ne fut pas simple et fut marquée par une phase de dépression ainsi qu'une interruption pour maladie. Le texte fut finalement achevé en janvier 1912. Il y a donc là deux parcours fort différents et, même si S. ne le relève pas vraiment, on peut se demander si cette opposition entre le vieil historien et son jeune adversaire, entre l'*opus magnum* couronnant une carrière et la première grande œuvre n'a pas également joué dans la cristallisation d'un antagonisme schématique entre Mommsen et Gelzer.

Une deuxième différence, bien mise en avant par le livre, réside dans le processus de réception de ces deux œuvres. À chaque fois, la réception initiale fut plutôt modeste. Pour le *Staatsrecht*, les premiers comptes rendus furent peu nombreux, le premier étant dû à un ami de Mommsen qui n'était pas un historien spécialisé. S. met surtout l'accent sur deux comptes rendus en particulier. Le premier, anonyme, datant de 1888, soulignait le traitement de

l'ordre équestre par Mommsen tandis que le second, également anonyme et datant de 1890, contient le très intéressant paragraphe suivant (dont S. remarque évidemment qu'il constitue une préfiguration de son propre travail):

Wo man vom System heraus Einwendungen erheben kann, da liegt das zum guten Theil daran, daß Mommsen Dinge in das System gezogen hat (und bei der Aufgabe dieses Handbuches hat ziehen müssen), die eigentlich mit dem System nichts zu thun haben. Es sind Dinge, die in die Alterthümer gehören, nicht in das Staatsrecht. Das scheint dem Rez. z. B. von der Nobilität zu gelten. Hier sind eine Menge von Sachen behandelt, welche ihrer Natur nach einer juristischen Construction nur theilweise fähig sind, da es sich nicht um Rechtssätze, sondern um thatsächliche Verhältnisse und gesellschaftliche Convenienzen handelt. (cité p. 58).

Mommsen n'aurait donc pas ignoré les phénomènes socialement pertinents et cela aurait été reconnu par ce recenseur anonyme. La réception du *Staatsrecht* sur le temps long (pour laquelle S. s'appuie sur les travaux de W. Nippel) témoigne d'une intéressante évolution chronologique. S. propose de différencier les lectures de Mommsen en trois types: ceux qui voient chez Mommsen un déficit (*Defizittopiker*), ceux qui voient les deux faces de la médaille (*Zwei-Seiten-Betrachter*), et ceux qui voient un surplus chez Mommsen (*Überschussanalytiker*).⁶ Le premier groupe comprend les auteurs persuadés que son approche systémique purement juridique a rendu Mommsen aveugle aux questions de société parce qu'il ne s'intéressait qu'aux normes formelles (e.g. R. Pöhlmann, R. Heinze, W. Kunkel, H. Siber ou M. Dissen). Ironiquement, pour S., ces critiques rejouent d'une certaine façon le réquisitoire adressé au XIX^e siècle aux tenants des *Alterthümer*, en mettant en avant cette fois le schéma *Institution* contre *Ereignis*. Cela semble n'être qu'un énième avatar d'une querelle des anciens et des modernes (ou des *lumpers* contre *splitters*?). Le deuxième groupe correspond à des analystes qui séparent en deux le travail de Mommsen ou qui lui reconnaissent plusieurs facettes. Ainsi en va-t-il d'A. Heuß pour qui le point de vue anhistorique ne se manifeste complètement que dans la partie sur la magistrature, tandis que la partie sur la citoyenneté comprend déjà une attention aux problèmes sociaux. De la même façon, J. Bleicken relève l'utilisation de termes uniquement romains par Mommsen, signe de sa sensibilité historique. Reste le troisième groupe, sensible aux dimensions sociales et historiennes de l'œuvre de Mommsen et qui est le fait de l'historiographie la plus récente: H. Grziwotz, S. Rebenich, K.-J. Hölkeskamp ou A. Winterling. Une évolution tout à fait claire s'est donc produite

⁶ Je remercie mon ami O. Baisez pour m'avoir aidé à trouver un équivalent français correct à ces expressions si spécifiques à la langue allemande.

depuis les années 1980 pour nuancer les accusations initiales de ‘rechts-dogmatischen Systematisierungsfuror’ (70). S. se place évidemment dans la lignée du troisième groupe, en prenant appui en particulier sur la partie du *Staatsrecht* qui traite de la citoyenneté. La présentation est bien menée et maîtrisée, appuyée sur une abondante historiographie.

De façon similaire, la *Nobilität* n’attira pas beaucoup l’attention au départ: pas de recension en anglais par exemple et des premières recensions en allemand parfois critiques, ce qui affecta Gelzer (cf. 146 et la n. 13). Ici, S. met également en évidence une réception en trois temps, qui présente une rupture plus accentuée que dans le cas mommsénien. Les critiques parues immédiatement après la publication se concentrèrent généralement sur la première partie philologico-prosopographique de l’œuvre et ont plus ou moins délaissé la seconde partie. C’est la réception sur le temps long qui est originale car elle connut une inflexion majeure après la Seconde Guerre mondiale, deuxième temps de cette réception. La nouvelle édition de la *Nobilität*, dans le premier volume des *Kleine Schriften* paru en 1962, suscita un intérêt neuf, avec des éloges portant désormais surtout sur les résultats de la deuxième partie. E. Badian parle ainsi du livre comme d’une ‘key that unlocked the door from the 19th to the 20th century in historical research in the Roman Republic’, tandis que R. Seager (le traducteur de la version anglaise publiée en 1969) évoque un travail ‘which was to change the entire shape of Roman historiography’ et le livre le plus important jamais écrit sur la société romaine. Le changement de perspective est radical. En 1977, dans un ouvrage collectif sur Gelzer dirigé par J. Bleicken, C. Meier et H. Strasburger, C. Meier fit un éloge appuyé du livre (‘Erst Gelzer hat die Voraussetzungen für eine Strukturanalyse dieses eigenartigen Gemeinwesens geschaffen’, p. 148). Si J. Bleicken se montra plus sceptique sur l’aspect novateur (il s’agit moins pour lui d’une révolution fondamentale que d’une reformulation du familier), R. T. Ridley parle bien d’un *turning-point*, idée accentuée en 1988 par C. Simon en mettant l’accent sur le caractère de ‘tournant’ que cette œuvre posséderait en raison de sa découverte de la fonction politique de la clientèle. Dans un troisième temps, à partir des années 1980–1990, la détermination prosopographique de la définition de la *nobilitas* par Gelzer fut reprise et discutée (même si ce point l’avait en fait déjà été par A. Afzelius). Dans le monde anglo-saxon en particulier, à la suite de P. A. Brunt et de F. Millar, se développa une critique de Gelzer comme figure symbolique d’une thèse orthodoxe sur l’aristocratie. Le troisième moment dans la réception vit donc le retour à des appréciations critiques même si son caractère central de l’œuvre demeurerait globalement reconnu.

Enfin, les deux ouvrages n’ont pas la même ambition chronologique et thématique. Celui de Gelzer se réduit à deux ambitions. Premièrement, il s’intéresse à la composition et à la stratification de la société romaine. Il veut

prouver l'exclusivité particulière d'une classe supérieure dirigeante en déclarant que le terme *nobilis*, qui apparaît dans les sources, est la caractéristique indubitable d'un petit groupe de personnes qui a exercé le pouvoir pendant des siècles. Deuxièmement, il veut rendre cette exclusivité plausible en faisant référence aux multiples dépendances personnelles qu'il identifie comme un préalable structurel à la 'domination de la *nobilitas*' romaine, en particulier la clientèle (165–6). Inversement, Mommsen vise à offrir une somme embrassant toute l'histoire de Rome.

La simple mise en parallèle de ces deux histoires fait ainsi ressortir de nettes différences mais aussi bien des points communs. Elle montre, surtout, à quel point la reconnaissance de l'œuvre de Gelzer intervint à un moment particulier qui doit nous alerter. La 'révolution Gelzer' pourrait bien n'être qu'une construction historiographique et c'est bien ce que cherche à démontrer S. Cela suppose de revenir un peu plus en détail sur la conception de la société romaine de Mommsen et de Gelzer.

3. La conception de la société romaine chez Mommsen

S. part ici de l'accusation de systématisation aveugle longtemps portée à l'encontre du *Staatsrecht*. Le droit (et le droit privé en particulier) sert effectivement de modèle au livre, ce dont témoigne une organisation pensée non pas suivant un développement chronologique mais en fonction des différentes institutions dont il s'attache à décrire les caractéristiques structurelles, lesquelles peuvent être présentées indépendamment de leur évolution historique (réinsérée souvent dans les notes en fait). S. rappelle l'influence des pandectistes et de l'école historique du droit de Savigny sur la façon dont Mommsen a conçu son travail. On s'étonne ici de ne pas le voir davantage utiliser la préface de Y. Thomas à la réédition française de 1984, qui analyse magistralement, de ce point de vue, le travail de Mommsen. Nonobstant, S. résume bien ces aspects de l'œuvre,⁷ tout en soulignant avec force et justesse que cette ambition systématisante ne se fait pas au détriment de l'histoire. Mommsen a cherché chez les juristes une forme, mais il ne l'a pas appliquée au détriment de la réalité historique dont il était bien conscient. Il n'était pas

⁷ Cf. 50: 'Der juristisch denkende Historiker darf nicht beim "Tatsächlichen" stehenbleiben, sondern muss ausgerüstet mit einem hermeneutischen Verstand zum strukturellen Wesenskern vordringen, der an sich nie in Erscheinung getreten ist', soulignant également le grand 'erkenntnistheoretischen Optimismus' de Mommsen ou encore 51: 'Damit legt sich das "Staatsrecht" auf eine fundamentale Vorgabe fest, nämlich die Erkenntnis des *reinen* Gedankens, der nackten Institution, also dem "was unter Abzug von Aktualität und Geschichte bleibt". Dorthin vorzustoßen, die chronologischen Hüllen gewissermaßen zu durchdringen und die ursprüngliche Struktur zum Vorschein zu bringen, das ist Mommsens übergeordnetes Ziel.'

prisonnier de sa perspective systémique et il ne cesse d'intégrer des éléments pertinents à l'histoire de la société romaine. C'est donc une œuvre animée par une intention théorique très puissante, rétive à une pure compilation chronologique, et rigoureusement organisée.⁸ On y peut lire un modèle historique de développement de cette société romaine, disposé dans une perspective diachronique, sans qu'y soit plaquée une conception moderne abstraite de l'État. S. la résume ainsi (140): 'Mommsens Konzeption römischer Gesellschaft als einer stratifizierten, insbesondere politisch integrierten *face-to-face-society*'. Il est utile de s'attarder un peu sur la démonstration.

Le point de départ de la réflexion mommsénienne en la matière est la cité patricienne antérieure au conflit des ordres, dans laquelle seule l'appartenance à une *gens* donnait accès à la citoyenneté. La communauté (*Gemeinde*) était ainsi constituée des citoyens libres propriétaires, politiquement actifs, rattachés à une *gens*, d'une part, et des clients (non citoyens même s'ils appartenaient à une curie), d'autre part, auxquels s'ajoutaient femmes et esclaves. Mommsen décrit la société romaine primitive uniquement en termes de citoyenneté active ou non, de sorte que cette société était divisée entre les hommes politiquement actifs décrits plus haut, seuls à être citoyens, et les non-citoyens (la plèbe ne naissant que plus tard de la clientèle). Il n'emploie pas la notion d'aristocratie car les *gentes* patriciennes n'étaient pas en soi aristocratiques: le simple fait d'incarner la citoyenneté suffisait à les différencier. D'où l'appellation de *Patricierstaat* pour la période antérieure au conflit des ordres. Rome passa de cette société primitive à la communauté patricio-plébéienne et S. souligne que Mommsen ne décrit pas le changement de statut des plébéiens du point de vue juridique, mais du point de vue historique, en insistant sur le rôle du service à l'armée comme catalyseur originel de la transformation du rôle social du client en plébéien (77). Il établit donc un lien entre une activité militaire collective et sa contrepartie sociale. L'ordre censitaire dit servien ne serait ainsi entré en vigueur que durant le III^e siècle et constituerait le point où la transformation du rôle social du client dans le rôle politique du plébéien trouva son expression finale dans le droit institutionnel.

C'est ce moment d'acquisition du droit de vote qui est central pour Mommsen et qui marque le basculement d'une communauté à une autre. Un nouvel ordre social se mit progressivement en place et S. cite Mommsen: 'Die demokratische Entwicklung der späteren Jahrhunderte der Republik liegt hier wie im Spiegel vor uns, das erfolgreiche Bestreben den Gegensatz des Adlichen und des Bürgerlichen und weiter des vornehmen und des geringen Bürgers wo nicht zu verwischen, doch zu übertünchen und ihm wenigstens den nomenclatorischen Ausdruck zu nehmen' (*Staatsrecht* III.1 (1887) 204, cité 82). Il y voit un bon indice de la vision mommsénienne: un développement qualifié

⁸ D'où l'intérêt, encore une fois, qu'il y aurait eu à creuser la question du changement de plan entre l'*Abriss* et le *Staatsrecht*.

de démocratique, une modification dans la terminologie (*Adel* en plus de citoyenneté) et la suggestion de ce que les distinctions initiales furent moins complètement abolies que blanchies à la chaux (*übertünchen*). Pour S.: ‘Mommsen trennt zwischen äußerem Erscheinungsbild und verdeckter Tatsache—er suggeriert, dass trotz formaler Rechtsgleichheit hinter den Kulissen weiterhin Privilegierung nach sozialer Herkunft stattgefunden habe’ (82). Bref, d’une stratification de départ binaire (citoyens/non-citoyens), l’histoire romaine déboucha sur une situation plus complexe (patricien, plébéien, non-citoyens), laquelle aurait incité en retour le patriciat à chercher à préserver son identité. L’idée d’une noblesse apparut alors (*Adel*). De la sorte, à la stratification suivant des critères légaux se superposa le maintien de l’origine sociale comme critère de différence. Mommsen est convaincu que ‘die politische Vormachtstellung des Geschlechtsadels den Verlust seiner Privilegien und selbst die rechtliche Zurücksetzung weit überdauert hat’ (*Abriss*, 32, cité 86). Toutefois, comme de plus en plus de plébéiens s’adaptèrent au monde patricien et devinrent membres de la classe sociopolitique supérieure en gérant les plus hautes magistratures, un nouveau modèle de distinction devint nécessaire pour intégrer socialement les nouveaux arrivants politiques tout en demeurant exclusif.

À partir de 367 av. J.-C., les plébéiens qui occupaient une fonction politique formèrent une nouvelle élite politico-sociale avec les patriciens, sapant ainsi efficacement l’égalité des citoyens qu’ils venaient d’obtenir. Comme l’écrit Mommsen: ‘Wie so oft im politischen Ausgleichskampfe wandelten die Sieger die erstrittene Gleichheit um in eine neue Form der Privilegierung’ (*Abriss*, 33, cité 88). C’est la *nobilitas*. Pour Mommsen, la *nobilitas* constituait un nouveau groupe de statut, un patriciat étendu (‘ein erweiterter Patriciat’), dont l’accès nécessitait l’exercice d’une magistrature curule dans la famille, pas uniquement le consulat. Cette ‘Amtsadel’ devint très vite *de facto* héréditaire, même s’il constate une subtile distinction entre l’aristocratie patricienne héréditaire et fermée, et la *nobilitas* héréditaire mais ouverte à de nouveaux membres potentiels. Cette noblesse occupait une place privilégiée dans les élections, mécanisme que Mommsen reconnaît comme non juridique et lié à la pratique des Romains de considérer l’origine privilégiée d’un homme comme une prédestination spéciale aux fonctions politiques dirigeantes. On trouve donc déjà ici la question sur laquelle Gelzer revint par la suite: comment expliquer que, malgré des élections libres (en théorie du moins), les mêmes familles socialement privilégiées continuèrent d’occuper des fonctions politiques? Ici, il devient clair que Mommsen n’a pas conçu la *nobilitas* de manière aussi rigide que Gelzer ou d’autres l’ont accusé plus tard. Pour compléter son analyse, S. ajoute un excursus sur la notion de *Senatorenstand* à l’époque impériale avant de conclure sur l’analyse des chevaliers et des

affranchis, où il retrouve des éléments qui sapent encore l'idée d'un systémisme aveugle de Mommsen.

Le *Staatsrecht* contient donc bien une stratification dynamique de la société romaine républicaine, dans laquelle il fait largement place à des processus non juridiques tout en incluant un certain degré de mobilité sociale (105). On ajoutera qu'une telle mobilité sociale est inévitable dans la mesure où la société romaine se compose d'ordres qui se distinguent selon des critères en partie juridiques, et non de classes sociales telles que définies par Marx. Cet élément socio-dynamique n'empêchait pas l'acceptation collective d'une hiérarchie stricte du prestige qui est une constante essentielle dans la représentation que Mommsen se fait de la société romaine. Cette importance d'éléments sociaux et de prestige explique la grande sensibilité de Mommsen à la question de la mise en scène du statut et du rang social, une thématique longuement traitée: la place au théâtre, les insignes, les vêtements, etc. S'y ajoutent le Sénat et les assemblées du peuple comme champ de la distinction sociale. Tout cela correspond à ce que C. Nicolet appela plus tard les 'langages parallèles' et leur étude permet en fait à Mommsen de souligner une remarquable caractéristique de la société romaine, ce que S. appelle 'die allgegenwärtige performative Manifestation von Rang' (104). On sent ici l'influence de l'historiographie allemande récente et, comme S. l'écrit (p. 113):

Die Akkuratessse, mit der Mommsen die Manifestationen sozialer Distinktion beschreibt, ist erstaunlich, seine Sensibilität für das symbolische Kapital, das über Kleidung umgesetzt wird, lässt ihn erkennen, dass die Zugehörigkeit zu einer sozialen Gruppe in Rom nicht allein über Zensusbestimmungen oder Ämterzuteilung plausibilisiert wird, sondern auch durch kollektiv akzeptierte Rangmerkmale performativ in Szene gesetzt werden muss.

S. combine à cette fine lecture du *Staatsrecht*, une analyse du concept d'État chez Mommsen. Ce détour est essentiel car on connaît une des critiques classiques les plus importantes adressée à Mommsen: il aurait projeté sur la *res publica* romaine des éléments de l'idée libérale de l'État de droit, pour y voir le modèle d'un État moderne fondé sur la séparation des pouvoirs et la souveraineté populaire (cf. S. Rebenich, H. Grziwotz ou W. Nippel par exemple). A. Heuß et J. Bleicken remarquaient pourtant que Mommsen n'a volontairement pas donné de définition claire à sa notion d'État dans le *Staatsrecht* et qu'il emploie souvent le mot *Gemeinde* ou *Bürgerschaft*. Pour S., ces auteurs ne sont pas allés au bout de cette idée et il livre pour cela un remarquable tableau statistique sur l'usage croisé des termes *Gemeinde* et *Staat* dans le *Staatsrecht* (122 n. 491). Nous nous permettons de le reproduire ici:

	Band I	Band II/1	Band II/2	Band III/1	Band III/2	Gesamt
„Staat“ (Häufigkeit)	36	50	32	118	42	278
„Gemeinde“ (Häufigkeit)	382	427	100	510	165	1584
relative Häufigkeit „Gemeinde“ in Prozent	91.39	89.52	75.76	81.21	79.71	85.07
relative Häufigkeit „Staat“ in Prozent	8.61	10.48	24.24	18.79	20.29	14.93

Ces données chiffrées démontrent que Mommsen préfère *Gemeinde* à *Staat* en tant que catégorie analytico-descriptive, un terme qui, de par sa nature même, a plusieurs connotations: une unité administrative territorialement définie ou un système social. Or S. souligne que, au XIX^e siècle, *Gemeinde* et *Staat* sont pensés comme différents, la *Gemeinde* n'étant pas une institution étatique (136). Le choix de Mommsen est donc très significatif car il utilise également le concept de communauté pour décrire les citoyens de Rome en interaction politique et comme une unité sociale. *Gemeinde* lui sert ainsi parfois de synonyme à *Staat*, ce qui prouverait sa claire conscience que Rome n'était pas un État au sens moderne du terme.

S. va cependant plus loin. Il suggère en effet que le concept d'État lui-même ne semble pas avoir de fonction directrice claire dans l'ouvrage et qu'il est employé suivant trois acceptions différentes: comme *Reich* (au sens d'*imperium*), comme *Volk* (au sens de *populus*) et comme *Magistratur* (au sens des magistrats romains). Le *Staat* peut en effet d'abord être compris comme une superstructure spatiale, un domaine territorial qui va au-delà de l'association des individus qui le composent. C'est important car, à la suite de la conquête, l'État romain ne se limitait pas à une citoyenneté juridiquement homogène, mais englobait également des territoires dont les habitants étaient sujets de Rome sans être citoyens à part entière. Cette acception de l'État est le fruit de l'expansion romaine: ce n'est pas une préconception. D'où l'idée de Mommsen que Rome devint, à un certain moment (assez tôt): 'eine Conföderation städtischer Gemeinden unter Führung der Gemeinde Rom' (*Staatsrecht* III.1 (1887) 608, cité p. 124). *Staat* s'oppose ici à *Stadtgemeinde* et les chevauchements de sens témoignent du caractère ambivalent de Rome: cité-état et capitale d'un empire territorial. Ensuite, le *Staat* mommsénien peut désigner l'ensemble du *populus*, Mommsen traduisant même plusieurs fois l'expression *populus Romanus* par *Volksstaat* (une formule utilisée plus tard par H. Preuß). Là, l'État désigne une association de personnes et Mommsen s'inspire très probablement pour cela de la théorie cicéronienne du *De re publica* (cf. 126–7). Cette définition contraste évidemment avec tout concept abstrait d'état: si l'État correspond au *populus*, il ne peut être distingué de ce dernier et S. relève que, dans l'*Abriss*, la *res publica* est même comparée au *commonwealth* anglais. Enfin, *Staat* peut renvoyer aux magistrats (que Mommsen appelle d'ailleurs souvent *Beamten*). Si cela pourrait sembler contradictoire avec la deuxième acception du terme,

cette idée se retrouve en fait aussi chez Cicéron car la souveraineté populaire ne peut exister sans l'autorité absolue de commander du magistrat (cf. 128–9, avec une longue citation de Mommsen). L'État est donc aussi un organe de contrôle supérieur qui exerce son pouvoir sur ses citoyens car, pour Mommsen, le peuple n'est pas capable d'agir seul: sa volonté collective est une 'staatsrechtliche Fiction' (formule employée dans l'*Abriss*, 63 et citée 129). Comme il l'écrit: 'Der Staat kann nur wollen und handeln durch den Magistrat' (129). Le magistrat est donc l'incarnation du concept d'État et le dépositaire de l'autorité publique.

Si l'applicabilité du concept moderne d'État à l'antiquité et à Rome en particulier a été maintes fois critiquée par le passé, l'analyse de S. conduit à se demander si on peut vraiment accuser Mommsen d'avoir fait cette erreur. De façon tout à fait stimulante, il suggère que la notion d'État chez le juriste allemand (avec ses trois dimensions) doit peut-être moins à Hegel—comme on l'affirme ordinairement—qu'elle ne rappelle la doctrine des trois éléments constitutifs de l'État développée par G. Jellinek, et ce même si l'*Allgemeine Staatslehre* de G. Jellinek est paru peu après le *Staatsrecht* (en 1900). En effet, G. Jellinek sépare l'État en *Staatsgebiet*, *Staatsvolk* et *Staatsgewalt*. Par ailleurs, l'idée de *Volksstaat* était très présente dans le débat constitutionnel de l'époque. Le rapprochement est séduisant et montre bien que Mommsen ne se contente pas de plaquer la notion abstraite d'État sur Rome. Il ne se réfère d'ailleurs jamais aux théories contemporaines de l'État.

L'analyse ainsi conduite permet à S. d'affirmer avec force que Mommsen traite bien des faits socio-historiques. La partie sur la citoyenneté du *Staatsrecht* donne à voir un modèle de stratification de la société romaine, disposé suivant une perspective diachronique, et sans y plaquer une notion moderne abstraite de l'État. En revanche, Mommsen renonce au terme de *Gesellschaft*, peut-être parce qu'il était encore trop conversé comme catégorie analytique au moment de l'écriture du livre. Pour S.: 'Dass Mommsen bei seiner Analyse den Gesellschaftsbegriff grundsätzlich vermeidet, hat also vielleicht weniger mit seiner "Staatsgläubigkeit" als damit zu tun, dass der Terminus in den 1870er und 80er Jahren noch zu stark ökonomisch konnotiert ist, sich auf die "entpolitisierte Sphäre der wirtschaftlich vermittelten Beziehungen" bezieht und für seine Konzeption einer primär politisch definierten Stratifikation unpassend erscheint' (139). Plus largement, Mommsen n'a jamais succombé à un formalisme purement juridique malgré son désir de systématisation et malgré son admiration pour Savigny. Selon S., il importe de souligner la différence entre le niveau méthodologique et celui du contenu: la systématique est méthodologique (un moyen de disposition et de représentation), mais elle ne s'emploie jamais au détriment du contenu historique et de l'attention aux sources. La démonstration ici résumée est convaincante et bien menée. Certes, l'idée sous-jacente était dans l'air depuis quelques années désormais, mais il y a ici une tentative de la prendre pleinement à bras le corps pour la démontrer et pour

en faire quelque chose de neuf. Elle est enfin aussi combinée à une hypothèse intéressante qu'on aurait aimé voir approfondie: originellement, Mommsen aurait pu ne vouloir écrire que la partie sur la magistrature (cf. 53), ce qui s'accorderait à une remarque de P. Willems dans sa recension du tome III.1 du *Staatsrecht*, selon laquelle: 'Im allgemeinen ist die erste der drei Gruppen, in welche man den Stoff des ersten Bandes teilen kann, und die das Bürgerrecht unter der Republik sowie die eigentlichen Komitien umfaßt, dazu da, um die in zahlreichen älteren Schriften des Verf. Enthaltenen Ansichten aufrecht zu erhalten' (cité 46).

4. Gelzer face à Mommsen

Ces éléments posés, l'analyse de la thèse de Gelzer vient clore le livre. Dès l'introduction de son ouvrage sur la *nobilitas*, Gelzer chercha à se démarquer de Mommsen pour se présenter comme *Gesellschaftshistoriker*. L'opposition Mommsen/Gelzer est donc d'abord le produit de la démarche de Gelzer lui-même. Cette auto-présentation comme une sorte d'anti-Mommsen a été diversement appréciée. Si J. Bleicken l'estime plutôt dénuée de sens, R. T. Ridley pense, lui, que la critique contre Mommsen est bien une ligne directrice: 'It is crystal clear that Mommsen is the main authority ... whose whole understanding of the working of Roman politics was being overthrown' (cité 150).

Incontestablement, les deux hommes n'avaient pas le même mode opératoire. Pour S., Mommsen suit une méthode juridico-systématique quand celle de Gelzer est plus philologico-antiquaire (158). Ce dernier se pensait comme un positiviste qui devait se contenter de présenter die 'geschichtlichen Zusammenhänge in ihrer ursächlichen Verkettung' (extrait des *Memorabilia*, cité 159). Il ne se voulait pas un théoricien et se méfiait de la rétroprojection des concepts modernes sur l'Antiquité. De ce zèle philologique résulte une confiance très grande dans la possibilité d'un accès à la réalité historique sans détour par la théorie. S. décrit ainsi la méthode de Gelzer: 'Gelzers Methode ist induktiv, sie nimmt ihren Ausgang von den als sicher eingestuften Quellen und entwickelt von hier aus ihre Thesen. Eine deduktive Herangehensweise, die gewissermaßen mit externen Variablen an die Tradition herantritt und sie in ein System einordnet, ist ihm suspekt' (161). C'est dans ce contexte que Gelzer s'est décrit comme un historien du social, d'où ses lignes contre Mommsen dans le *Vorbemerkung*.⁹ Toutefois, S. rappelle que R. T. Ridley comptabilise 57 citations de Mommsen dans la *Nobilität*, ce qui en fait l'auteur

⁹ On regrettera ici un autre exemple d'idée intéressante non développée. Pp. 162–3 n. 109, S. relève que Gelzer choisit de se rattacher à la *Gesellschaftsgeschichte* et non à la *Sozialgeschichte*, mais il n'en propose aucune explication ou analyse.

le plus cité. Peut-on alors vraiment croire à cette opposition mise en scène par Gelzer, puis accentuée à partir des années 1960? La réponse est évidemment non car, selon S., le modèle de stratification sociale de Gelzer reprend en fait des éléments mommséniens, tandis que sa thèse sur la clientèle—qui a beaucoup fait pour la réputation de l'œuvre—comporte une dimension systématique et schématisante souvent négligée. C'est en outre seulement la réception postérieure à la Seconde Guerre mondiale qui a artificiellement érigé son étude empirique en un concept programmatique alternatif. Ici aussi, il convient de s'arrêter un peu sur la démonstration.

S. reprend en détail la première partie de la *Nobilität* pour montrer qu'on y retrouve l'idée d'une structure sociale romaine stratifiée dont les critères déterminants sont d'une part la propriété économique et d'autre part l'origine noble et donc l'interdépendance des fonctions politiques. Il met à part et tout en haut la seule *nobilitas*, qu'il conçoit comme les descendants de consuls uniquement. Comme l'écrit S.: 'Seine Konzeption römischer Gesellschaft ist vielmehr multifaktoriell und verbindet die Kriterien Vermögen, Herkunft und politische Ämterausübung miteinander' (174) et il s'oppose surtout à certaines remarques de Mommsen selon lesquelles quelque chose comme un développement démocratique aurait été mis en branle en 367 avant J.-C. Par ailleurs, Gelzer donne une grande importance à la notion de *Kenntlichkeit* (une forme de traduction de *nobilitas* en fait: cf. 174 n. 183). Il suppose ainsi une force opératoire particulière du prestige que conférait l'appartenance à une grande famille, ce qui expliquerait le fonctionnement particulier de la société romaine. D'où sa conclusion: 'Der Grundsatz, nicht jeden beliebigen Bürger in der Regierung sitzen zu lassen, ist den Römern so selbstverständlich, daß es darüber kein Gesetz gibt, und daß sie davon nie sprechen' (cité 175). Cette phrase révèle, pour S., l'hypothèse d'une tradition romaine primant sur toute uniformisation, pour n'élire que ceux qui possédaient une certaine valeur de prestige (prestige fondé sur la réputation de leur famille, sa fortune et sur la réussite personnelle). Mais cette idée se trouve déjà dans le *Staatsrecht* et donc, hormis sur la définition précise de la *nobilitas*, la première partie du livre de Gelzer ne présente pas une contradiction fondamentale avec les idées de Mommsen (175). Il y a simplement un rétrécissement du concept de *nobilitas* aux familles consulaires, dans un geste dirigé contre Mommsen.¹⁰ S'y ajoute la thèse sur la clientèle qui doit servir à expliquer la possibilité d'une telle domination de la *nobilitas*.

La seconde partie du livre de Gelzer veut en effet montrer que la société romaine repose en grande partie sur la clientèle, comprise comme 'System persönlicher Beziehungen aller Art, nach oben und nach unten' (*Nobilität*, 49

¹⁰ Même si S. note que plus tard, dans sa biographie de Cicéron de 1969, Gelzer s'éloigna étonnamment de sa thèse précédemment défendue avec tant de véhémence que seuls les successeurs des consuls étaient des *nobiles* (cf. 171–2).

cité p. 176), lequel assure le pouvoir politique des nobles. Gelzer affirme que la position sociopolitique d'un Romain repose uniquement sur la taille de son réseau de relations et il ne fait pas de doute, pour lui, que le peuple romain n'était pas un acteur politique autonome et libre. S. résume bien la thèse lorsqu'il indique (177):

Der politische Wettbewerb basiert nach Gelzers Vorstellungen zu einem Groteil auf sozialen Abhängigkeiten. Die formal freie Magistratswahl ist stark eingeschränkt, denn das Wahlverhalten, so gibt er zu verstehen, wird von vornherein durch die Befangenheit in unterschiedlichsten Freundschafts- und Abhängigkeitsbeziehungen beeinflusst. Die faktische Beschränkung des formal freien passiven Wahlrechts auf eine 'regimentsfahige' Oberschicht mit einem hohen Prestigewert geht einher mit einer faktischen Einschränkung auch des aktiven Wahlrechts. Die unteren und oberen Schichten sind auf der anderen Seite aber durch das Phänomen der 'Nah- und Treuverhaltnisse' auch nie völlig losgelöst und als zwei feindliche Blöcke gegeneinandergestellt, sondern durch vielfältige soziale Interdependenzen miteinander verbunden. Die 'Klientelthese' macht somit auch eine gewisse sozialharmonisierende Wirkung wahrscheinlich.

Il est inutile d'insister sur ce qui a pu déplaire à F. Millar ici ou, au contraire, de souligner la postérité de ces idées dans l'historiographie allemande (e.g., C. Meier ou K.-J. Holkeskamp). Gelzer remplace donc les partis politiques par des liens sociaux informels, qu'il place dans la catégorie pratique de *Treu- und Nahverhaltnissen*. Ces liens pouvaient ˆtre verticaux ou horizontaux, avec la réciprocité comme mécanisme fondamental de ces relations. Cependant S. remarque de façon fort intéressante que pour ce qui concerne la clientèle verticale, les principaux exemples mobilisés par Gelzer ne sont pas des *nobiles* mais des personnes ayant connu une ascension sociale pour intégrer ce groupe social (Cicéron, Murena, Plancus), ce qui paraˆt aller à l'encontre de la thèse de la première partie de l'ouvrage (180). De mˆme, le chapitre traitant du patronat sur les communautés ne lui paraˆt pas expliquer la thèse de la première partie mais plutôt rendre compte de l'organisation de l'*imperium Romanum*. Plus ennuyeux, les sources ne prouvent pas clairement que les liens verticaux ou les loyautés asymétriques sont directement responsables des gains électoraux des familles. C'est d'ailleurs pourquoi la notion d'une masse control e de clients qui expliquerait mécaniquement le pouvoir politique de la noblesse demeure une hypothèse controvers e (181). Concernant la clientèle horizontale (entre pairs), il est certain que l'appartenance à un cercle de politiciens a été un facteur décisif du succès politique, en particulier pour les *homines novi* (cf. le cas de Marius). Gelzer utilise beaucoup le *Pro Plancio* pour décrire les liens d'*amicitia*, c'est-à-dire la forme (au moins idéale et typique) de

réciprocité horizontale des relations sociales à des fins de promotion politique. Là encore, S. émet des doutes sur le caractère absolu de la thèse (cf. 184 en particulier: ‘Ob aus solch vereinzelt Hinweisen in den Quellen auf ein regelrechtes “System persönlicher Beziehungen” geschlossen werden kann, ist allerdings zweifelhaft. Die Annahme einer Kausalbeziehung zwischen der kontinuierlichen politischen Macht eines Adels und dessen Verfügung über steuerbare soziale Netzwerke ist suggestiv, aber nicht zwingend.’). Selon lui, le livre de Gelzer montre plutôt que l’auto-description de Gelzer en anti-Mommsen et en positiviste rétif à toute théorie est contredite par les faits. Il a une théorie (sa thèse sur la clientèle) qui doit expliquer les faits (la domination de la *nobilitas*).

Cette lecture aboutit à la conclusion que la première partie de la *Nobilität* n’est nullement révolutionnaire. Son modèle de stratification sociale corrige ou précise certains points du *Staatsrecht* mais ne s’en écarte pas radicalement. Gelzer s’inscrit dans les pas de son illustre prédécesseur et choisit de se concentrer sur un aspect de l’ordre social romain qui lui semble caractéristique. En outre les deux parties du livre sont présentées comme quelque peu contradictoires. Dans un premier temps, Gelzer montre l’existence d’un ordre social stratifié, établi en fonction de l’honneur et du rang (avec l’importance du prestige des ancêtres et de la *Kenntlichkeit*), dans lequel la fonction politique offre la clé décisive du progrès social. Dans la deuxième partie, le même ordre social et la domination du même groupe sont cette fois expliqués par la clientèle. Pour S., Gelzer tente ici de rationaliser l’irrationnel en introduisant la clientèle. Voilà le cœur du livre: ‘Das ist die eigentliche Transformationsleistung von Gelzer: Die argumentative Engführung von flexiblen sozialen Abhängigkeitsverhältnissen und der Herrschaftskontinuität der römischen Adelsschicht’ (211). Il y a, pour ainsi dire, une institutionnalisation des rôles sociaux par Gelzer, en formalisant ou en systématisant ce qui, en tant qu’élément flexible de la culture politique de Rome, n’était pas caractérisé par un effet clairement évaluable (212). Par ailleurs, si l’historien allemand se méfie du concept d’État, il n’utilise en réalité celui de *Gesellschaft* que comme une sorte de prémisse conceptuelle, non comme le fil rouge de ses analyses. Peut-on alors vraiment, comme M. Dissen, faire de Gelzer un précurseur de l’école de Bielefeld? S. en doute et voit dans l’utilisation du terme *Gesellschaftsgeschichte* par Gelzer des considérations moins réellement programmatiques que purement stratégiques de distinction, dans le seul but de se séparer du paradigme mommsénien (212–13). De mêmes, les deux auteurs lui apparaissent unis par leur conscience de la différence de la société romaine par rapport aux États modernes, comme le montre la mise en parallèle de deux citations (209), la première de Mommsen et la seconde de Gelzer: “Wie so oft im politischen Ausgleichskampfe wandelten die Sieger die erstrittene Gleichheit um in eine neue Form der Privilegierung”, hatte Mommsen geschrieben. Gelzer nimmt den Gedanken unmittelbar auf, wenn er proklamiert: “Es ist

der große Triumph des aristokratischen Geistes ..., daß die Plebejer, welche in die patricischen Magistraturen eindringen, das alte System nicht veränderten, sondern vielmehr von ihm aufgesogen wurden".⁹ De la sorte, ce livre serait moins une réinterprétation substitutive du *Staatsrecht* qu'une appropriation de la théorie sociale implicite de Mommsen (cf. 213: 'Somit wäre Gelzers "Nobilität"—transformationstheoretisch gefasst—auch weniger eine substituierende Umdeutung von Mommsens Fundamentalwerk als eine erschließende Aneignung von dessen impliziter Gesellschaftstheorie').

S. ajoute à ces considérations une réflexion sur les sources d'influence potentielles de Gelzer. La première d'entre elles serait la vie même de Gelzer et son expérience suisse. Des expressions telles que *Auszug* ou *Regimentsfähigkeit* proviendraient directement de l'expérience politique helvétique (en particulier du patriciat bernois). Cette hypothèse a été défendue par C. Meier, sur la base de la lecture de l'œuvre et de conversations avec Gelzer lui-même. S. se montre ici dubitatif et se demande s'il ne s'agit pas là d'une reconstruction *a posteriori* de la part de Gelzer (195), au prétexte de la grande différence des deux mondes. Cet argument paraît toutefois peu convaincant car Gelzer ne dit pas qu'il a vu Rome dans Berne, mais que le cas bernois l'a mis sur la voie, ce qui est une possibilité. En outre, Gelzer insista sur ce point à de trop nombreuses reprises (citées par S.) pour que cette piste soit totalement abandonnée. S. apporte ici de nombreux éléments et citations passionnantes pour situer Gelzer dans son milieu social et dans ses convictions politiques (clairement conservatrices, 191–5), mais écarte peut-être un peu vite certaines influences potentielles. Ainsi, comme le relève S. sans s'y appesantir, l'historien C. Simon a souligné l'importance de l'historien bernois E. Fueter, oncle de Gelzer, qui lui aurait montré la différence entre son propre temps et son objet historique. Trois sources intellectuelles sont ensuite explorées: M. Weber, A. de Tocqueville et Fustel de Coulanges. Pour ce qui concerne M. Weber, A. Winterling avait déjà souligné que les *Agrarverhältnisse* anticipent certains éléments du livre de Gelzer. Mais ce dernier avait-il lu Weber (hypothèse de C. Meier)? Avant 1926, et la recension par Gelzer d'un volume posthume de M. Weber, rien n'est prouvable et, pour S., la thèse de la clientèle ne peut probablement pas être rattachée au travail de Weber (197). Vient ensuite le cas de Tocqueville. Gelzer indique lui-même que son livre sur l'Ancien régime fait partie des motivations qui l'ont poussé à travailler sur la *nobilitas* (198). Selon S., au-delà d'une influence fondamentale quant à la vision du monde, Gelzer a également pu tirer profit de Tocqueville de deux points de vue: il a pu, d'une part, y prendre connaissance des éléments idéaux-typiques d'un ordre social pré-moderne, et, d'autre part, il a pu s'inspirer de l'approche méthodologique de Tocqueville (201–2). Reste alors le cas le plus important: celui de Fustel de Coulanges. Comme pour Tocqueville, Gelzer lui-même reconnaît l'influence de cet historien. Ainsi, dans une lettre du 10 décembre 1911 à Johannes Haller, Gelzer le remercie pour l'importante référence à l'historien français et il le

mentionne encore dans les *Memorabilia*. C. Meier a insisté sur cette influence, qui vient du livre de Fustel sur les origines du système féodal et non du travail sur la cité antique. En effet, dans ce livre, Fustel s'est intéressé à la question du patronage et ses idées présentent une grande proximité avec les thèses de Gelzer, comme le montre bien S. (cf. 205: 'Die Annahme, dass die politische Herrschaftssicherung der römischen Oberschicht durch klientalisierte Wähler plausibel zu machen sei, die Qualifizierung des Bindungswesens als eine soziale, nicht politische (ergo "staatsrechtliche") Tatsache und die Hervorhebung des historisch einzigartigen aristokratischen Charakters des römischen Gemeinwesens—das sind drei Punkte, die von Gelzer exakt so übernommen und zugespitzt wurden. Hier wie dort freilich ohne belastbare Quellenverweise.' La différence tient en ce que Gelzer utilise des idées similaires en les insérant dans le véritable modèle de développement de la société romaine qu'il a en tête, de sorte qu'il en tire des conclusions de bien plus grande portée. Il ne saurait donc être question d'en faire un simple épigone de Fustel de Coulanges, même si ce dernier fut une lecture décisive dans la maturation des idées de Gelzer (205), plus importante, selon S., que l'influence familiale. Cette exploration des influences potentielles de Gelzer est passionnante mais on regrettera qu'elle passe très rapidement, en ne les mentionnant qu'en note (152 n. 42 et 154 n. 56), sur les hypothèses de L. Canfora (influence de R. Michels) et de L. Fezzi (influence de G. Ferrero). Il n'est guère compréhensible qu'elles n'aient pas été dûment discutées dans la section sur les inspirations de Gelzer et c'est un manque dommageable. S. aurait pu développer ces points.

Il est aisé de venir après coup proposer un plan *a priori* meilleur à un livre, ou d'en relever les imperfections. C'est bien sûr le jeu d'une recension mais ces quelques critiques et remarques doivent plutôt être comprises comme la frustration d'un lecteur que l'ouvrage n'a pas laissé indifférent et qui aurait aimé en lire plus à certains moments.¹¹ Sur un thème complexe, sur lequel une bibliographie abondante existe déjà, S. propose une démonstration convaincante et des perspectives neuves. L'opposition Mommsen/Gelzer est bien un exemple de reconstruction téléologique du progrès de la connaissance historique. Ces deux géants de l'historiographie allemande s'opposent moins qu'ils ne se complètent et tous deux approchent le 'social' par l'histoire des structures politiques. Quant à l'insistance de Gelzer sur le terme de *Gesellschaft*, elle peut être comprise comme l'effet d'un changement contemporain dans les connotations de ce concept au début du XX^e siècle (un point qui aurait pu être creusé). Une leçon indirecte de l'ouvrage est de confirmer les propos

¹¹ Cf. ici certaines notes trop courtes à notre goût: 70 n. 142 sur une hypothèse de Flaig; 89 n. 265 et 151 n. 41 sur l'inspiration de Sigonius dans la définition de la *nobilitas* par Mommsen; ou 107 n. 386 sur la sociabilité de Mommsen.

d'A. Toynbee selon lequel 'everything that he [Mommsen] touched has borne, ever since, the enduring marks of his masterly handling'.¹² Nous n'en avons pas fini avec l'œuvre de Mommsen, que cela plaise ou non.

Université Toulouse II – Jean Jaurès

THIBAUD LANFRANCHI
lanfranc@univ-tlse2.fr

¹² A. J. Toynbee, *Hannibal's Legacy*, vol. 1 (Oxford, 1965) v.